

Éditorial: Attention danger : les présidentielles !

Jeudi 12 Avril 2012

Un quinquennat prend fin. Non pas qu'il ne faille pas s'en réjouir. Au contraire, les citoyens s'essoufflent en sentant bien que celui dont il était important pour les institutions démocratiques « qu'il parte » - et qui a perdu toutes les élections entre temps - a démembré le corps social et la République. Malgré de rares enthousiasmes liés à de nouveaux candidats aux présidentielles, la démocratie a toutefois du mal à reprendre vie. Une campagne présidentielle n'assure pas un rétablissement médical du corps social. Bien au contraire, elle révèle le pouls de la société et des appareils politiques. Or, à force de bipartisme et de reniements, ce corps social est malade. Écuries, courses de chevaux, mises en scène, « clips » et communications sondagières aggravent la situation, tandis que la société est réduite à une portion d'esclaves par une classe dirigeante de plus en plus méprisante des citoyens et des catégories touchées par la crise économique. C'est ce que l'on nomme l'aliénation (<I>lire l'article d'André Bellon</I>).

Certes, dira-t-on, le spectacle n'empêche pas les promesses. Mais lorsqu'une présidentielle ne promet rien d'autre que de la technique pour gagner une place et résoudre une crise, peut-on légitimement espérer un renouveau ? Nombres de questions essentielles sont pourtant passées sous silence dans les débats, et notamment la question du joug des institutions européennes sur le service public, les droits sociaux, la laïcité et la souveraineté française. De même, il est fait peu de cas de la géopolitique internationale et d'analyses critiques sur le néolibéralisme. Dès lors, dans cet état provisoire des choses, les sondages remplacent le contrat social. Les présidentielles favorisent la montée de processus d'anti-Lumières. D'un autre côté, les meetings évitent aux responsables de la trahison du 29 mai 2005 de se remettre en cause. La campagne présidentielle a pour seul pouls des estimations (« François Hollande l'emporterait toujours largement face à Nicolas Sarkozy » (sondage IPSOS pour Le Monde-Radio France-France Télévisions, 10 avril 2012). Elle se transforme alors en un bal de fanfarons et l'abstentionnisme refait, à son tour, son apparition. L'actuel locataire de l'Élysée n'est pas peu responsable de ce climat délétère, asphyxiant et obscurantiste qui symbolise une régression dans les pratiques politiques (lire l'article de Christian Berthier) autant que judiciaires (lire l'article d'Étienne Tarride) et un échec pour le rayonnement international de la démocratie française. La France, vue de l'étranger, paraît sombrer.

Tandis que, dans quelques jours, les électeurs décideront du prochain président de la République, une question demeurera cependant : à quoi sert encore, en l'état, cette élection ? En Italie, nombreux pensent déjà revenir au processus constituant en souhaitant le départ du gouvernement technique Monti ; ce, pour éviter de retrouver Berlusconi. En France, à quand ce souffle ?

Le Groupe République!

<http://www.le-groupe-republique.fr>